

Le 27 janvier 2013

Verbatim

Liès Kerrar, économiste

«Le CNRC doit rendre accessibles les données des entreprises»

Le bilan économique du collectif Nabni est sans appel. Le modèle algérien est dans une « impasse » et « nous avons échoué dans notre pari de la diversification hors hydrocarbures », lit-on dans son rapport 2020. La croissance hors secteur énergétique « est fortement dépendante des hydrocarbures et de la politique budgétaire ». « La croissance du secteur privé, elle, est insuffisante pour créer de l'emploi », et « c'est l'informel qui absorbe le chômage », y relève-t-on également. Que faire pour relancer l'investissement ? Liès Kerrar, chef d'un cabinet de consulting, propose quelques pistes. Selon lui, « le CNRC ne répond plus à la raison pour laquelle il a été créé : il doit rendre accessibles les états financiers des entreprises. Cela facilitera la tâche aux banques pour bien gérer leur politique de crédit sur la base de données fiables ». A propos d'investissement, M. Kerrar estime important d'ouvrir le champ bancaire « aux investisseurs privés ». Les banques publiques sont à 90% présentes dans le financement de l'entreprise. Les 10% restants, qui concernent les banques privées étrangères, ne suffisent pas, a-t-il dit. « Le problème, c'est l'absence du capital algérien dans ce domaine sensible », a-t-il ajouté, avant de préconiser la privatisation d'« au moins une banque publique à l'horizon 2015, en la mettant en Bourse avec un acteur stratégique algérien ou étranger, pour permettre à tout le monde d'être actionnaire ».

Docteur Meziani Dhou-Fikhar, médecin, coordinateur du chantier relatif à la santé

«La santé doit rester publique»

Cet expert ne tarit pas d'éloges sur notre système de santé, « qui doit rester public », en raison de la demande sociale et de la nécessité à veiller sur sa pérennité ainsi que sa capacité à répondre aux besoins des Algériens. « Le citoyen doit avoir accès à l'hospitalisation selon le principe de l'égalité des droits à la prise en charge médicale. » Le docteur Dhou-Fikhar affirme que l'Algérie « a enregistré des acquis et des avancées considérables » qu'il faut préserver par un travail de planification et d'organisation. « Le nombre de médecins et de lits a progressé 50 fois plus qu'il ne l'était dans les années 1960. C'est quelque chose d'autant plus extraordinaire que la gratuité n'est pas remise en cause. » Les grèves et les perturbations dans ce secteur, indique-t-il, renvoient à des problèmes d'organisation. « Il ne s'agit pas d'un problème structurel », a-t-il assuré. Les propositions de Nabni 2020 vont dans le sens d'une amélioration de ce qui existe : « Augmenter la part du PIB de 6% en 2010 à 10%, selon un comparatif avec des pays comparables à l'Algérie. Assurer l'égalité d'accès aux soins dans les zones rurales... »

Liès Chitour, coordinateur du chantier éducation

«Instaurer une relative autonomie des établissements»

« La principale faiblesse du secteur est dans la mauvaise qualité de l'encadrement et de l'enseignement. Il faut instaurer un système d'évaluation de façon à concentrer les efforts sur la formation et la mise à niveau des enseignants au niveau des universités, des centres ou instituts spécialisés. Les établissements doivent à leur tour disposer d'une certaine autonomie financière et de

recrutement. Le directeur de l'établissement doit pouvoir dire son mot dans le recrutement des enseignants et dans la sélection de ses fonctionnaires suivant des règles valables pour tout le monde et faisant de l'école un pôle de performance et non un lieu dont le fonctionnement repose sur la quantité au détriment de la qualité.»